

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 3340

[C — 2011/29598]

20 OCTOBRE 2011. — Décret relatif à la lutte contre le dopage

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1. Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
2. Convention de l'UNESCO : la Convention internationale contre le dopage dans le sport signée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris le 19 octobre 2005 rendue applicable en Communauté française par le décret du 1^{er} février 2008 portant assentiment à la Convention internationale contre le dopage dans le sport faite à Paris le 19 octobre 2005;
3. AMA : l'agence mondiale antidopage, fondation de droit suisse créée le 10 novembre 1999;
4. Code : le Code mondial antidopage adopté par l'AMA le 5 mars 2003 à Copenhague, constituant l'appendice 1 de la Convention de l'UNESCO, et ses modifications ultérieures;
5. Standards internationaux de l'AMA : les documents adoptés par l'AMA visant à harmoniser les différentes parties techniques et opérationnelles des dispositions du Code et leurs modifications ultérieures, dont le Standard pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, qui constitue l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO, ainsi que le Standard international pour les laboratoires et les Standards internationaux de contrôle, qui constituent les appendices 2 et 3 de la Convention de l'UNESCO et le Standard international relatif à la protection des renseignements personnels;
6. Liste des interdictions : la liste identifiant les substances et méthodes interdites telle qu'annexée à la Convention de l'UNESCO et mise à jour par l'AMA;
7. Organisation sportive : les fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives telles que définies par l'article 1^{er} du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;
8. Activité sportive : toute forme d'activité physique qui, à travers une participation organisée ou non, a pour objectif l'expression ou l'amélioration de la condition physique et psychique, le développement des relations sociales ou l'obtention de résultats en compétition de tous niveaux;
9. Sportif : toute personne qui pratique une activité sportive, à quelque niveau que ce soit, en qualité d'amateur ou de professionnel;
10. Sportif d'élite : tout sportif dont la discipline sportive relève de la responsabilité d'une organisation sportive reconnue par le Comité international olympique, qui est reprise sur la liste en annexe, et répondant au minimum à l'un des critères suivants :
 - a) il appartient au groupe cible international de sa fédération sportive;
 - b) il pratique son sport dans le cadre d'une activité principale rémunérée dans la plus haute catégorie ou la plus haute compétition nationale de la discipline concernée;
 - c) il est sélectionné ou a participé, au cours des douze derniers mois au moins, à une des manifestations suivantes dans la plus haute catégorie de compétition de la discipline concernée, à savoir les jeux olympiques, les jeux paralympiques, les championnats du monde ou les championnats d'Europe;
 - d) il participe à un sport d'équipe dans le cadre d'une compétition dont la majorité des équipes participant à la compétition est constituée de sportifs visés aux points a), b) ou c);
11. Les sportifs d'élite de la catégorie A : les sportifs d'élite qui pratiquent une discipline olympique individuelle classée suivant l'annexe en catégorie A, ou les sportifs d'élite visés à l'article 1, 10°, a);
12. Les sportifs d'élite de la catégorie B : les sportifs d'élite qui pratiquent une discipline olympique individuelle classée suivant l'annexe en catégorie B;
13. Les sportifs d'élite de la catégorie C : les sportifs d'élite qui pratiquent un sport d'équipe dans une discipline olympique classée suivant l'annexe en catégorie C;
14. Les sportifs d'élite de la catégorie D : les sportifs d'élite qui n'appartiennent pas aux catégories A, B ou C.
15. Personnel d'encadrement du sportif : tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical et paramédical, parent, accompagnateur, ou toute autre personne qui travaille avec un sportif, ou qui le traite ou lui apporte son assistance, à titre bénévole ou moyennant rétribution;
16. TAS : le Tribunal Arbitral du Sport institué au sein de la fondation de droit suisse « Conseil International de l'Arbitrage en matière de Sport »;
17. Contrôle du dopage : toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification du contrôle jusqu'à la décision finale en appel, y compris toutes les étapes et toutes les procédures et actes intermédiaires, notamment la transmission, la validation, l'analyse de laboratoire, la gestion des autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, la gestion des résultats et les audiences;
18. Contrôle : Partie du processus global de contrôle du dopage comprenant la planification des contrôles, la collecte des échantillons, la manipulation des échantillons et leur transport au laboratoire;
19. Contrôle ciblé : contrôle programmé de sportifs ou de groupe de sportifs spécifiquement sélectionnés en vue de contrôle à un moment précis;
20. Contrôle inopiné : contrôle qui a lieu sans avertissement préalable du sportif et au cours duquel celui-ci est escorté en permanence, depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'échantillon;
21. Compétition : une épreuve unique, un match, une partie ou un concours sportif particulier;

22. Contrôle en compétition : contrôle en compétition, tel que défini par article 2. 11 de la Convention de l'UNESCO;
23. Contrôle hors compétition : tout contrôle du dopage qui n'a pas lieu en compétition;
24. Manifestation : une série de compétitions se déroulant sous l'égide d'un organisateur;
25. Echantillon ou Prélèvement : toute matrice biologique recueillie dans le cadre du contrôle du dopage;
26. Marqueur : le composé, l'ensemble de composés ou de paramètre(s) biologique(s) qui témoignent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite;
27. Métabolite : toute substance qui résulte d'une biotransformation;
28. Organisateur : toute personne, physique ou morale, qui organise, isolément ou en association avec d'autres organisateurs, à titre gratuit ou onéreux, une compétition ou une manifestation sportive;
29. Résultat d'analyse anormal : présence dans un échantillon d'une substance interdite, d'un de ses métabolites ou marqueurs en ce compris la présence de quantités élevées de substances endogènes soit d'éléments témoignant de l'usage d'une méthode interdite et actée dans le rapport d'un laboratoire accrédité par l'AMA ou de toute autre entité reconnue en conformité avec le Standard international pour les laboratoires;
30. Trafic : les ventes, dons, transports, envois, livraisons ou distributions à un tiers d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, par quelque moyen que ce soit, notamment électronique, par un sportif, le personnel d'encadrement du sportif ou une autre personne relevant d'une organisation antidopage. Ne sont toutefois pas visées les actions de membres du personnel médical et paramédical réalisées de bonne foi et portant sur une substance interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou à des fins justifiables. Ne sont pas visées non plus les actions portant sur des substances interdites qui ne sont pas interdites dans des contrôles hors compétition, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques véritables et légales;
31. Usage : l'utilisation, application, ingestion, injection ou consommation, par tout autre moyen, d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.
32. ADAMS : Système d'administration et de gestion antidopage, conçu par l'AMA sous forme de banque de données sur internet, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données des sportifs.
33. AUT : autorisation d'usage à des fins thérapeutiques délivrée par la Commission instituée à l'article 8 permettant, après examen du dossier médical du sportif, d'utiliser, à des fins thérapeutiques, une substance ou une méthode reprise dans la liste des interdictions dans le respect des critères suivants :
- a) le sportif subirait un préjudice de santé significatif si la substance ou la méthode ne lui est pas administrée;
 - b) l'usage thérapeutique de la substance ou de la méthode interdite ne produit aucune amélioration de la performance autre que celle attribuable au retour à un état de santé normal après le traitement d'un état pathologique avéré;
 - c) il n'existe pas d'alternative thérapeutique autorisée pouvant se substituer à la substance ou à la méthode interdite;
 - d) la nécessité d'utiliser la substance ou méthode interdite n'est pas la conséquence de l'utilisation antérieure d'une substance ou méthode interdite, sans AUT.
34. Sport d'équipe : Sport qui autorise le remplacement des joueurs durant une compétition.
35. Groupe cible de la Communauté française : groupe de sportifs d'élite identifiés par la Communauté française en raison de leur affiliation sportive à une organisation sportive relevant exclusivement des compétences de la Communauté française ou, en raison du lieu de leur résidence principale sur le territoire de la région de langue française, dans le cas d'affiliation une fédération sportive restée nationale, qui sont assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition dans le cadre du programme de contrôle de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Information et prévention en matière de lutte contre le dopage*

Art. 2. Le Gouvernement élabore un plan cohérent de campagnes d'éducation, d'information et de prévention relatives à la lutte contre le dopage en veillant, notamment, à sensibiliser la population et, plus particulièrement, les sportifs, aux effets néfastes du dopage sur la santé. Il transmet ce plan au Parlement.

Le Gouvernement élabore, dans ce cadre, une brochure d'information relative à la lutte contre le dopage et à sa prévention à destination des sportifs tant professionnels qu'amateurs.

Art. 3. Chaque organisation sportive diffuse auprès des sportifs, du personnel d'encadrement et des équipes qui lui sont affiliés les obligations résultant du présent décret, de ses arrêtés d'application et du Code afin d'en encourager le respect.

Le Gouvernement peut confier des missions de prévention aux organisations sportives dans le cadre de la lutte contre le dopage.

Art. 4. Le Gouvernement organise des sessions d'information et établit un support logistique au sein de l'administration afin d'aider les sportifs d'élite à respecter les obligations visées dans le Chapitre IV du présent décret.

CHAPITRE III. — *Mesures de lutte contre le dopage*

Section première. — Principes généraux

Art. 5. La pratique du dopage est interdite.

Tout sportif, tout membre du personnel d'encadrement du sportif, toute organisation sportive et tout organisateur est soumis aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 6. Sans préjudice de l'article 8, il y a lieu d'entendre par dopage :

1° La présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans le corps d'un sportif quelle qu'en soit la quantité, à l'exception des substances pour lesquelles un seuil quantitatif est précisé dans la Liste des interdictions;

2° Le simple usage ou la tentative d'usage d'une substance ou d'une méthode interdite;

3° Le refus de se soumettre à un prélèvement d'échantillon après notification conforme aux règles antidopage en vigueur, ou le fait de s'y soustraire sans justification valable ou de l'éviter par tout autre moyen;

4° Le fait, pour un sportif d'élite de catégorie A, de violer, par trois fois dans une période de 18 mois à dater du jour de la première violation, les règles relatives aux exigences applicables en matière de disponibilité des sportifs pour les contrôles hors compétition, telles que déterminées au Chapitre IV du présent décret;

5° La falsification ou la tentative de falsification de tout élément lié au dopage;

6° La possession, par le sportif, en compétition, de substances ou méthodes interdites ou, la possession par le sportif, hors compétition, de substances ou méthodes interdites hors compétition;

7° La possession, par le personnel d'encadrement du sportif, en compétition, de substances ou méthodes interdites ou, la possession par le personnel d'encadrement, hors compétition, de substances ou méthodes interdites hors compétition;

8° Le trafic de toute substance ou méthode interdite;

9° L'administration ou la tentative d'administration à un sportif, en compétition ou hors compétition, d'une substance ou d'une méthode interdite respectivement en compétition ou hors compétition ou l'assistance, l'encouragement, le concours, l'incitation, la contribution, la dissimulation ou toute autre forme de complicité entraînant une violation ou une tentative de violation des règles antidopage.

Il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir les faits de dopage visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 6^o et 7^o.

Il y a tentative lorsque la résolution de commettre un fait de dopage a été manifestée par des actes extérieurs qui forment un commencement d'exécution de ce fait, et qui n'ont été suspendus ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur.

Art. 7. Le Gouvernement arrête, dans les trois mois de leur adoption par l'AMA, la liste des interdictions et ses mises à jour.

L'avis de la Commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport ainsi que celui du Conseil supérieur de l'éducation physique, des Sports et de la vie en plein air n'est pas requis dans le cadre de ce processus d'adoption.

Art. 8. § 1^{er}. Les faits visés à l'article 6, alinéa 1^{er} ne sont pas constitutifs de dopage, lorsque l'usage de produits ou méthodes interdits est réalisé à des fins thérapeutiques au sens de l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO.

§ 2. Il est institué une Commission de la Communauté française pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, en abrégé la CAUT.

La CAUT est composée de médecins indépendants, dont au moins trois membres effectifs et deux membres suppléants, nommés par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure de nomination des membres de la CAUT ainsi que leur rémunération et les moyens de vérification du respect des conditions de l'indépendance visée au § 2, 2^e alinéa.

§ 3. Sans préjudice des règles fixées par l'article 2 de l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO, la CAUT délivre des autorisations d'usage à des fins thérapeutiques :

a) aux sportifs visés à l'article 1, 10, b, c et d, quelle que soit leur catégorie;

b) aux sportifs de haut niveau visés à l'article 12 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

La CAUT n'est pas compétente à l'égard des sportifs d'élite qui, en application de l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO, sont tenus d'introduire leur demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques auprès de l'organisation sportive internationale ou nationale dont ils dépendent.

Le sportif qui a introduit une demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques auprès d'une autre autorité publique ou organisation sportive, reconnue comme organisation antidopage par l'AMA, ne peut pas introduire une demande auprès de la CAUT, fondée sur les mêmes motifs.

Les décisions de la CAUT sont motivées et notifiées, dans les 15 jours ouvrables de la réception de la demande d'autorisation.

Le Gouvernement fixe, conformément à l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO, les règles de fonctionnement de la CAUT et la procédure de traitement des demandes d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.

§ 4. La CAUT garantit, conformément à l'article 10, le strict respect de la vie privée des sportifs, lors du traitement des données personnelles de santé qui lui sont confiées.

La CAUT peut solliciter l'avis d'experts médicaux ou scientifiques qu'elle juge appropriés, suivant les modalités déterminées par le Gouvernement. Toutes les informations transmises à ces experts sont rendues anonymes et leur traitement est réalisé dans la plus stricte confidentialité, sous la responsabilité des membres de la CAUT.

§ 5. Les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques rendues par une autorité publique ou une organisation sportive conformément à l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO sont reconnues sur le territoire de la Communauté française.

§ 6. L'attestation médicale du médecin d'un sportif qui n'a pas la qualité de sportif visé au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, vaut autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.

Art. 9. Dans le cadre de la lutte contre le dopage, le Gouvernement est chargé de :

1° coopérer avec d'autres organisations antidopage;

2° encourager les contrôles réciproques entre organisations antidopage;

3° promouvoir la recherche antidopage;

4° planifier, mettre en place et surveiller les programmes d'information et d'éducation antidopage après avis de la Commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport telle qu'instituée par l'article 16, § 1^{er}, du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française;

5° informer l'AMA des contrôles effectués;

6° publier le rapport annuel de ses activités de contrôle du dopage, dont un exemplaire est transmis à l'AMA et au Parlement.

Art. 10. Toutes les informations recueillies ou communiquées dans le cadre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, ci-après les informations, sont confidentielles.

Le traitement des informations a pour finalité la lutte contre le dopage en vue de promouvoir un sport respectueux de la santé, de l'équité, de l'égalité et de l'esprit sportif. En ce qui concerne les informations relatives à la localisation des sportifs d'élite, le traitement de celles-ci a plus précisément pour finalité la planification des contrôles antidopage hors compétition.

La Communauté française est le responsable du traitement des informations.

Le Gouvernement définit précisément la nature des informations pertinentes, non-excessives et strictement nécessaires au regard de la finalité fixée à l'alinéa 2, qui peuvent faire l'objet d'un traitement en exécution du décret. Il fixe également les conditions selon lesquelles les informations sont traitées, le délai durant lequel elles sont conservées et les destinataires de ces informations.

Les destinataires de ces informations ne peuvent traiter les informations et les communiquer à des tiers que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution de la finalité fixée à l'alinéa 2 et conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Le traitement des données personnelles relatives à la santé des sportifs a lieu sous la responsabilité d'un professionnel de la santé.

Le Gouvernement peut collecter et traiter ces informations, une fois rendues anonymes, à des fins statistiques ou d'amélioration de la politique de lutte contre le dopage.

Section II. — Champ d'application

Art. 11. Le décret s'applique :

1° sur le territoire de la région de langue française;

2° sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, aux institutions qui organisent une compétition sportive, une manifestation sportive ou un entraînement sportif et qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme relevant exclusivement de la compétence de la Communauté française.

Section III. — Surveillance et contrôle du dopage

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement établit un plan de répartition, mis à jour périodiquement, des contrôles antidopage à réaliser en compétition et hors compétition et réalise ou fait réaliser les procédures de contrôle antidopage.

Le Gouvernement désigne des docteurs en médecine ou titulaires de master en médecine chargés de réaliser les contrôles antidopage planifiés, le cas échéant en présence d'un ou plusieurs officiers de police judiciaire.

Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les médecins contrôleurs peuvent :

1° prélever ou faire prélever, en vue de leur analyse dans un laboratoire agréé, des échantillons du ravitaillement du sportif et de son personnel d'encadrement;

2° prélever ou faire prélever, en vue de leur analyse dans un laboratoire agréé, des échantillons corporels du sportif tels que, par exemple, des cheveux, du sang, des urines ou de la salive;

3° contrôler les véhicules, les vêtements, l'équipement et les bagages du sportif et de son personnel d'encadrement;

4° recueillir toutes les informations qu'ils estiment liées à une violation des articles 5 et 6 du présent décret.

Pour chaque type de prélèvement effectué, deux échantillons sont prélevés, définis comme échantillons A et B.

Les officiers de police judiciaire et les médecins contrôleurs ont accès, dans le cadre de la réalisation des contrôles antidopage, aux vestiaires, salles d'entraînement, locaux sportifs et terrains de sport ou lieux où sont organisés des entraînements, des compétitions ou des manifestations.

§ 2. Le Gouvernement fixe, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, le mode et les conditions de la prise d'échantillons, les procédures de conservation, de transport et d'analyse des échantillons, les conditions de désignation, d'indépendance et de rétribution des médecins contrôleurs et de toute autre personne qui peut assister les médecins contrôleurs.

§ 3. Les médecins contrôleurs dressent procès-verbal du contrôle antidopage qu'ils transmettent à l'administration dans les trois jours du contrôle.

Le procès-verbal comprend notamment :

1° le nom du sportif ou du membre du personnel d'encadrement du sportif concerné;

2° si le sportif est mineur, le nom du représentant légal qui l'accompagne ou celui de la personne sous l'autorité duquel il est placé;

3° sa nationalité;

4° son sport et, s'il y a lieu, sa discipline;

5° le niveau de compétition du sportif;

6° l'organisation sportive dont le sportif relève;

7° le fait que le contrôle a été réalisé en compétition ou hors compétition;

8° la date à laquelle a été réalisé le contrôle et, s'il y a lieu, le prélèvement;

9° le lieu où a été réalisé le contrôle et, s'il y a lieu, le prélèvement;

10° la description des objets éventuellement saisis;

11° une description de la procédure à suivre.

Le procès-verbal est pourvu d'une traduction néerlandaise et anglaise. En cas de contestation, le procès-verbal rédigé en langue française fait foi.

Une copie en est transmise au sportif concerné, dans les dix jours du contrôle. Une copie en est également transmise dans le même délai à l'organisation sportive à laquelle le sportif est affilié.

§ 4. Si le sportif qui fait l'objet d'un contrôle est mineur, celui-ci est accompagné par un de ses représentants légaux ou par toute autre personne habilitée pour ce faire par un de ses représentants légaux.

§ 5. La retraite sportive du sportif ou du membre du personnel d'encadrement du sportif est sans incidence sur la poursuite de la procédure de contrôle du dopage.

§ 6. Sans préjudice de la compétence reconnue à d'autres fonctionnaires par ou en vertu d'autres dispositions légales ou décrétales, la qualité d'officier de police judiciaire est accordée aux agents et aux membres du personnel des services du Gouvernement désignés par lui pour exercer les missions visées par le présent décret.

Art. 13. § 1^{er}. Sans préjudice du § 2, les échantillons obtenus conformément à l'article 12 du présent décret sont analysés par un laboratoire agréé avec pour finalité exclusive de rechercher la présence de substance ou d'éléments témoignant de l'usage de méthodes interdites visées à l'article 7 du présent décret.

A cet effet, le laboratoire agréé examine l'échantillon, conformément aux critères déterminés par le standard international des laboratoires adopté par l'AMA.

§ 2. A la demande expresse du Gouvernement ou de l'AMA, le laboratoire agréé peut également rechercher dans les échantillons corporels rendus totalement anonymes, la présence de substances ou d'éléments témoignant de l'usage de méthodes, autres que ceux repris dans la liste des interdictions visée à l'article 7, du présent décret dans le but :

1° de collaborer au programme de surveillance mis en place par l'AMA;

2° de participer à un programme de lutte contre le dopage mis en place par l'administration;

3° d'assister une organisation antidopage reconnue dans l'établissement du profil des paramètres biologiques pertinents de sportifs, à des fins de lutte contre le dopage.

§ 3. Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités selon lesquelles un laboratoire peut être agréé ou se voir retirer son agrément. Pour être agréé, le laboratoire doit, notamment, être accrédité par l'AMA.

Art. 14. Une fois l'échantillon analysé, le résultat est transmis au Gouvernement, accompagné d'un rapport d'analyse complété par le laboratoire, lequel décrit, notamment, le processus mis en place pour l'analyse.

Le Gouvernement fixe le modèle du rapport d'analyse des échantillons établis par le laboratoire et précise la procédure de transmission des résultats.

Art. 15. Le Gouvernement notifie le résultat et le dossier de l'analyse au sportif et à l'organisation sportive dont il dépend aux fins de l'application de l'article 19.

Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de cette notification.

Art. 16. En cas de résultat d'analyse anormal, la notification visée à l'article 15 précise également le droit du sportif de demander une analyse de l'échantillon B par un laboratoire agréé, à laquelle le sportif ou son représentant peuvent assister, le cas échéant avec un expert.

Le Gouvernement fixe la procédure et les conditions selon lesquelles se déroule cette contre-expertise. Les frais de cette contre-expertise sont à charge du sportif si le résultat de l'analyse de l'échantillon A est confirmé.

CHAPITRE IV. — Localisation des sportifs

Section première. — Renseignements à fournir par les organisateurs

Art. 17. Chaque organisateur communique au Gouvernement, au moins quinze jours à l'avance et selon les modalités fixées par le Gouvernement, les manifestations ou compétitions sportives qu'il a programmées et auxquelles participent des sportifs d'élite aux fins de permettre la planification des contrôles antidopage.

Section II. — Données de localisation à fournir par les sportifs d'élite

Art. 18. § 1^{er}. Sous la forme et les modalités fixées par le Gouvernement, les sportifs d'élite des catégories A, B et C qui font partie du groupe-cible de la Communauté française, fournissent, par voie de publication dans la base de données ADAMS, des données précises et actualisées sur leur localisation.

§ 2. Les données à fournir par les sportifs d'élite de catégorie A sont :

a) Leurs nom et prénoms;

b) Leur genre;

c) Leur adresse du domicile et, si elle est différente, de la résidence habituelle;

d) Leurs numéros de téléphone, de fax et l'adresse électronique;

e) S'il échet, leur numéro du passeport du sportif de l'AMA;

f) Leurs discipline, classe et équipe sportives;

g) Leur fédération sportive et leur numéro d'affiliation;

h) L'adresse complète de leurs lieux de résidence, d'entraînement, de compétition et manifestation sportives pendant le trimestre à venir;

i) Une période quotidienne de 60 minutes pendant laquelle le sportif est disponible en un lieu indiqué pour un contrôle inopiné.

§ 3. Les données à fournir par les sportifs de catégorie B ou C sont :

a) Leurs nom et prénoms;

b) Leur genre;

c) Leurs numéros de téléphone, de fax et l'adresse électronique;

d) S'il échet, leur numéro du passeport du sportif de l'AMA;

e) Leurs discipline, classe et équipe sportives;

f) Leur fédération sportive et leur numéro d'affiliation;

g) Leurs horaires et lieux de compétitions et d'entraînements sportifs pendant le trimestre à venir;

h) L'adresse complète de leur lieu de résidence habituelle pour les jours où ils n'ont ni compétition, ni entraînement sportif pendant le trimestre à venir.

Les sportifs de la catégorie C peuvent mandater un responsable de leur équipe pour fournir ces données en leur nom.

§ 4. Les sportifs d'élite de catégorie B qui ne respectent pas leurs obligations de localisation ou manquent un contrôle peuvent, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A pendant 6 mois. En cas de nouveau manquement pendant ce délai, il est prolongé de 18 mois.

Les sportifs d'élite de catégorie C qui ne respectent pas leurs obligations de localisation ou manquent un contrôle peuvent, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A ou B pendant 6 mois. En cas de nouveau manquement pendant ce délai, il est prolongé de 18 mois.

Les sportifs d'élite de catégorie B, C ou D qui font l'objet d'une suspension disciplinaire pour fait de dopage, ou dont les performances présentent une amélioration soudaine et importante, ou qui présentent de sérieux indices de dopage sont, suivant les modalités fixées par le Gouvernement, tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A.

§ 5. Sauf en cas de force majeure, chaque sportif d'élite est disponible pour un ou plusieurs contrôles antidopage à l'endroit de localisation communiqué.

§ 6. Le Gouvernement précise, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, les droits et obligations des sportifs d'élite en matière de communication de leur données de localisation ainsi que les formes de la notification de ces données.

§ 7. Les obligations prévues au présent article prennent effet à partir du moment où le sportif d'élite en a été averti par notification et jusqu'à réception de la notification de la cessation de leurs effets, suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Si le sportif d'élite conteste sa soumission aux obligations prévues au présent article, il peut former un recours suspensif auprès du Gouvernement dans les quinze jours qui suivent la notification visée à l'alinéa précédent. Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure de recours.

§ 8. Les obligations prévues par le présent article restent en vigueur pendant toute la durée de suspension du sportif d'élite, et leur respect conditionne le droit du sportif d'élite à participer à de nouvelles compétitions ou manifestations sportive, après sa suspension.

§ 9. Les informations suivantes sont portées, par le biais de canaux de communication sécurisés et suivant les modalités définies par le Gouvernement, à la connaissance des fonctionnaires en charge de la surveillance du dopage au sein de la Communauté flamande, de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune :

a) toute décision relative à l'inclusion ou à l'exclusion d'un sportif du groupe cible de la Communauté française avant que ces informations ne soient notifiées au sportif;

b) tout manquement d'un sportif d'élite du groupe cible de la Communauté française à un contrôle antidopage ou aux obligations de localisation qui s'imposent à lui.

CHAPITRE V. — *Poursuites et sanctions*

Art. 19. Les organisations sportives sont compétentes pour organiser les procédures disciplinaires concernant les violations des règles antidopage ainsi que pour infliger les sanctions disciplinaires conformément au présent décret, à ses arrêtés d'exécution et à l'intégralité des dispositions du Code relatives à la procédure disciplinaire ainsi qu'aux règlements antidopage des fédérations sportives internationales correspondantes.

Le règlement de procédure disciplinaire, établi conformément à l'article 15, 20°, b) du Décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, garantit le respect des droits de la défense et les principes d'impartialité et d'indépendance des juges disciplinaires. Ce règlement prévoit que toute sentence disciplinaire est au moins susceptible d'appel et que tous les recours sont suspensifs. Il respecte les principes édictés par l'article 7.2.d de la Convention contre le dopage conclue à Strasbourg le 16 novembre 1989.

Dans le respect des dispositions arrêtées par le Gouvernement, les organisations sportives communiquent, par le biais de canaux de communication sécurisés, les décisions adoptées et l'identité des personnes sanctionnées, aux fonctionnaires des autorités publiques en charge de la surveillance du dopage et aux responsables des autres organisations sportives, en charge de l'exécution des sanctions.

Les organisations sportives peuvent organiser conjointement les procédures disciplinaires visées aux alinéas précédents.

Art. 20. Le Gouvernement réalise des contrôles ciblés sur l'ensemble des membres de l'équipe en cause lorsque plus d'un de ses membres a été reconnu coupable d'une violation des règles antidopage.

Art. 21. § 1^{er}. Le Gouvernement sanctionne d'une amende administrative de 250 €, le sportif d'élite de catégorie A qui se rend coupable d'une seconde violation des règles relatives aux exigences applicables en matière de disponibilité des sportifs pour les contrôles hors compétition, moins de 18 mois à dater du jour de la première violation.

Par ailleurs, lorsqu'un sportif est convaincu de dopage suite à une décision disciplinaire passée en force de chose jugée, le Gouvernement retient l'aide publique financière ou matérielle qui lui est accordée à dater de la notification de cette décision.

§ 2. Le Gouvernement fixe les amendes administratives imposées d'une part aux organisations sportives, d'autre part aux organisateurs qui ne respectent pas les obligations qui leur sont imposées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution. Ces amendes administratives ne peuvent être supérieures à dix mille euros.

Ces amendes sont doublées en cas de récidive dans un délai de cinq ans à dater de la première condamnation.

§ 3. Le Gouvernement fixe également les amendes administratives que tout organisateur encourt s'il accepte en connaissance de cause l'inscription d'un sportif suspendu pour dopage à la manifestation ou compétition qu'il organise.

§ 4. Le Gouvernement fixe la procédure et détermine les modalités de notification des décisions administratives visées aux paragraphes 1 à 3. Toute amende administrative infligée en vertu du présent décret est perçue au profit de la Communauté française par l'administration.

Art. 22. Sans préjudice de l'application de sanctions disciplinaires prononcées par les organisations sportives et d'autres peines comminées par le Code pénal ou les législations particulières, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cinq à cinquante euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui viole les dispositions de l'article 6, 7° à 9°.

En cas de récidive dans les deux années qui suivent un jugement de condamnation du chef de l'infraction susvisée, coulée en force de chose jugée, les peines peuvent être doublées.

Art. 23. Les substances interdites et les objets utilisés pour appliquer des méthodes interdites sont, lorsqu'une infraction pénale est commise, saisis, confisqués et mis hors d'usage.

Art. 24. Toute décision disciplinaire passée en force de chose jugée et rendue conformément au Code par un de ses signataires, est automatiquement reconnue par la Communauté française, sans autres formalités. Elle lie les sportifs, les organisations sportives et toutes autres personnes et institutions soumises au présent décret.

Le Gouvernement peut étendre cette reconnaissance à certaines décisions rendues par des instances non signataires du Code pour autant que ces décisions aient été rendues dans le respect des dispositions du Code.

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses, modificatives, abrogatoires et finales*

Art. 25. § 1^{er}. L'intitulé du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française, tel que modifié par le décret du 25 mai 2007, est remplacé comme suit : « Décret relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport en Communauté française ».

Dans le même décret, le chapitre III et le chapitre IV, à l'exception des articles 11*bis*, 13*bis* et 15, sont abrogés.

§ 2. Sont abrogés les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du :

1° 10 octobre 2002 relatif à la procédure de contrôle de la pratique du dopage et fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française;

2° du 18 octobre 2002 fixant les modèles de formulaires visés aux articles 6, § 2 et 7 §§ 3 et 4 et décrivant le matériel de prélèvement visé à l'article 12 de l'arrêté du 10 octobre 2002 relatif à la procédure de contrôle de la pratique du dopage et fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française.

Art. 26. Le fonds budgétaire n° 27, intitulé « Fonds des sports-Activités » de l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, tel que modifié pour la dernière fois par le décret du 12 décembre 2008, est modifié comme suit :

— à la colonne « Nature des recettes affectées », est ajouté le tiret suivant :

« — Le produit des amendes administratives infligées par l'administration pour violation des dispositions du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage »;

— à la colonne « Objet des dépenses autorisées », est ajouté le tiret suivant :

« — Les frais de campagnes de prévention et d'information en matière de lutte contre le dopage ».

Art. 27. Le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française est complété comme suit :

1° A l'article 3, un dernier alinéa est inséré, rédigé comme suit :

« Les cercles distribuent à cet effet à chacun de leurs affiliés la brochure d'information élaborée par le Gouvernement relative à la lutte contre le dopage et à sa prévention visée à l'article 2 du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage ».

2° L'article 13, § 3, est complété comme suit :

« Les données de localisation recueillies en exécution de l'article 18 du Décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage peuvent être traitées en vue de la planification des entraînements et compétitions des sportifs de haut niveau et du contrôle lié à la reconnaissance de leur qualité de sportifs de haut niveau ».

3° L'article 15, 19° est complété par un g) rédigé comme suit :

« L'obligation d'habiliter, lors de l'affiliation sportive de tout sportif mineur, un membre du personnel d'encadrement pour assister ce sportif lors des contrôles antidopage, en l'absence de son représentant légal sur les lieux du contrôle. »

4° A l'article 30, § 6, est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'alinéa précédent, sont seules admissibles à l'octroi de subventions les organisations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives qui souscrivent aux objectifs et principes consacrés par le Code Mondial Antidopage adopté par l'AMA le 5 mars 2003 à Copenhague tel que figurant en appendice 1 de la Convention internationale contre le dopage dans le sport faite à Paris le 19 octobre 2005 et ses mises à jour. ».

5° A l'article 40, § 1^{er}, alinéa 2, est ajouté un point 5° rédigé comme suit :

« 5° la réglementation en vigueur concernant la lutte contre le dopage ».

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1^{er} janvier 2012.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 20 octobre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—————
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 247-1. — Amendements en commission, n° 247-2. — Rapport, n° 247-3.
Session 2011-2012.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 octobre 2011.

—————
Annexe au décret relatif à la lutte contre le dopage

Disciplines sportives - Catégories

Catégorie A

Athlétisme -longues distances (3000 m et plus)

Triathlon

Duathlon

Cyclo-cross

Cyclisme – sur piste

Cyclisme – BMX

Cyclisme – mountainbike

Cyclisme – sur route

Biathlon

Ski – ski de fond

Ski – combiné nordique

Catégorie B

Athlétisme -tout, sauf les longues distances (3000 m et plus)

Badminton

Boxe

Haltérophilie

Gymnastique – artistique

Judo

Canoë – slalom

Canoë – sprint

Pentathlon moderne

Aviron

Escrime

Taekwondo

Tennis de table

Tennis

Beach-volley

Sport aquatique -natation

Lutte

Voile

Bobsleigh

Skeleton

Luge

Patinage – Artistique

Patinage – Short track

Patinage – Vitesse

Ski – alpin
Ski – Freestyle
Ski – snowboard

Categorie C

Basketball
Handball
Hockey
Football
Volleyball
Waterpolo
Hockey sur glace

Categorie D

Tir à l'arc
Gymnastique – rythmique
Gymnastique – trampoline
Equitation – dressage
Equitation – concours complet
Equitation – obstacle
Tir
Sport aquatique – plongeon
Sport aquatique – nage synchronisée
Curling
Ski – saut

Vu pour être annexé au décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

 VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 3340

[C – 2011/29598]

20 OKTOBER 2011. — Decreet betreffende de strijd tegen doping

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1. Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;
2. UNESCO-Conventie : de Internationale Conventie tegen het dopinggebruik in de sport, ondertekend door de Algemene Conferentie van de UNESCO te Parijs op 19 oktober 2005, die toepasselijk gemaakt wordt in de Franse Gemeenschap overeenkomstig het decreet van 1 februari 2008 houdende instemming met de Internationale Conventie tegen het dopinggebruik in de sport, opgemaakt te Parijs op 19 oktober 2005;
3. WADA : het Wereld Anti Doping Agentschap, Zwitserse rechtsstichting, opgericht op 10 november 1999;
4. Code : de Wereld Anti Doping Code aangenomen door het WADA op 5 maart 2003 te Kopenhagen, zoals opgenomen in bijlage 1 van de UNESCO-conventie en haar latere wijzigingen;
5. Internationale standaarden van het WADA : de documenten aangenomen door het WADA die ten doel hebben de verschillende technische en operationele gedeeltes van de bepalingen van de Code en de latere wijzigingen ervan te harmoniseren, waarvan de Standaard voor de gebruikstoelating om therapeutische doeleinden, zoals opgenomen in bijlage 2 van de UNESCO-conventie, alsook de Internationale Standaard voor de laboratoria en de Internationale standaarden voor de controle, zoals opgenomen in de bijlagen 2 en 3 van de UNESCO-conventie en de internationale standaard betreffende de bescherming van persoonlijke inlichtingen;
6. Lijst van de verboden : de lijst waarbij de verboden stoffen en methodes geïdentificeerd worden, zoals gevoegd bij de UNESCO-conventie en de bijwerking door het WADA;
7. Sportorganisatie : de sportfederaties, de sportfederaties voor vrijetijdbesteding en sportverenigingen, zoals bepaald in artikel 1 van het decreet van 8 december 2006 betreffende de organisatie en de subsidiëring van sport in de Franse Gemeenschap;
8. Sportactiviteit : elke vorm van lichamelijke activiteit die door een al dan niet georganiseerde deelname, de uitdrukking of de verbetering van de fysieke en psychische conditie, de ontwikkeling van de sociale relatie of het behalen van de resultaten van de wedstrijden op alle niveau's ten doel heeft;
9. Sporter : elke persoon die een sportactiviteit uitoefent, ongeacht het niveau, als sportliefhebber of als professioneel;

10. Topsporter : elke sporter waarvan de sportdiscipline tot de verantwoordelijkheid behoort van een sportorganisatie erkend door het Internationaal Olympisch Comité, die opgenomen is in de bijgevoegde lijst, en die ten minste aan één van de volgende criteria beantwoordt :

a) hij behoort tot de internationale doelgroep van zijn sportfederatie;

b) hij beoefent zijn sport in het kader van een hoofdactiviteit bezoldigd in de hoogste categorie of in de hoogste nationale competitie van de betrokken discipline;

c) hij wordt gekozen of heeft deelgenomen tijdens de twaalf laatste maanden aan één van de volgende evenementen in de hoogste competitie van de betrokken discipline, met name de Olympische spelen, de paralympische spelen, de wereldkampioenschappen of de Europese kampioenschappen;

d) hij neemt deel aan een ploegsport in het kader van een competitie waarvan de meerderheid van de teams deelnemend aan de competitie samengesteld is uit de sporters bedoeld in de punten a), b) of c);

11. De topsporters van de categorie A : de sporters die een individuele Olympische discipline beoefenen, gerangschikt volgens de bijlage in de categorie A, of de topsporters bedoeld in artikel 1, 10°, a);

12. De topsporters van de categorie B : de topsporters die een individuele Olympische discipline beoefenen, gerangschikt volgens de bijlage in de categorie B;

13. De topsporters van de categorie C : de topsporters die een sport in teamverband beoefenen in een Olympische discipline gerangschikt volgens de bijlage in de categorie C;

14. De topsporters van de categorie D : de topsporters die niet behoren tot de categorieën A, B of C.

15. Begeleidingspersoneel van de sporter : elke trainer, verzorger, sportdirecteur, medewerker, personeel in teamverband, officiële persoon, medisch of paramedisch personeel, verwante, begeleider, of elke andere persoon die met een sportbeoefenaar werkt of die hem behandelt of die hem bijstand verleent, op een vrijwillige basis of mits bezoldiging;

16. TAS : het « Tribunal Arbitral du Sport » ingesteld binnen de Zwitserse rechtsstichting « Conseil International de l'Arbitrage en matière de Sport »;

17. Dopingcontrole : alle stappen en alle procedures vanaf de planning van de controle tot de eindbeslissing in beroep, met inbegrip van alle stappen en alle procedures en tussenhandelingen, inzonderheid de verzending, de geldigverklaring, de analyse van het laboratorium, het beheer van de gebruikstoelatingen om therapeutische doeleinden, het beheer van de resultaten en zittingen;

18. Controle : Gedeelte van het globaal dopingcontroleproces met de planning van de controles, de verzameling van stalen, de behandeling van stalen en het vervoer ervan naar het laboratorium;

19. Doelgroepgerichte controle : geprogrammeerde controle van sporters of van groepen van sporters die specifiek gekozen worden met het oog op een controle op een bepaald ogenblik;

20. Onverwachte controle : controle die plaatsvindt zonder voorafgaande verwittiging van de sporter en tijdens dewelke hij voortdurend wordt begeleid vanaf de mededeling tot de levering van stalen;

21. Wedstrijd : een unieke proef, een wedstrijd, een partij of een bijzondere sportwedstrijd;

22. Controle binnen competitie : controle binnen competitie, zoals bedoeld in artikel 2. 11 van de UNESCO-conventie;

23. Controle buiten competitie : elke dopingcontrole die niet bij een wedstrijd plaatsgevonden heeft;

24. Evenement : een reeks wedstrijden die plaatsvinden onder bescherming van een organisator;

25. Staal of afname : elke biologische matrix afgenomen in het kader van de dopingcontrole;

26. Marker : de component, het geheel van de componenten of biologisch(e) parameter(s) die het gebruik van een verboden stof of een verboden methode bewijzen;

27. Metabolieten : elke stof die vooruitvloeit uit een biotransformatie;

28. Organisator : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die alleen of in vereniging met andere organisatoren een wedstrijd of een sportevenement organiseert, kosteloos of tegen betaling;

29. Abnormaal resultaat van de analyse : aanwezigheid in een staal van een verboden stof, van één van zijn metabolieten of markers met inbegrip van de aanwezigheid van hoge hoeveelheden van endogene stoffen dit is elementen die het gebruik van een verboden methode aantonen en opgenomen in het verslag van een laboratorium toegelaten door het WADA of elke andere entiteit erkend overeenkomstig de internationale Standaard voor de laboratoria;

30. Handel : de verkoop, de giften, het vervoer, de verzending, de levering of de verspreiding aan een derde van een verboden stof of een verboden methode, ongeacht het middel, inzonderheid op elektronische wijze, door een sporter, het begeleidingspersoneel van de sporter of een andere persoon die tot een anti doping organisatie behoort. Worden nochtans niet bedoeld de acties van de leden van het medisch of paramedisch personeel die ter goede trouw uitgevoerd worden en die betrekking hebben op een verboden stof gebruikt om rechtmatige en geoorloofde therapeutische doeleinden of verantwoorde doeleinden. Worden ook niet bedoeld de acties die betrekking hebben op de verboden stoffen die niet verboden zijn in de controles buiten competitie, tenzij het geheel van de omstandigheden bewijzen dat deze verboden stoffen niet bestemd zijn voor werkelijke en wettige therapeutische doeleinden;

31. Gebruik : het gebruik, de toepassing, de inname, de injectie of het verbruik, door elk ander middel, van een verboden stof of een verboden methode.

32. ADAMS : het « Anti doping Administration and Management system », ontwikkeld door het WADA in de vorm van een databank op internet die gebruikt wordt om de gegevens van de sporters in te voeren, te bewaren, te verdelen en te verspreiden.

33. AUT : gebruikstoelating om therapeutische doeleinden verleend door de Commissie ingesteld in artikel 8 waarbij na het onderzoek van het medisch dossier van de sporter een stof of een methode opgenomen in de lijst van de verboden gebruikt kan worden met inachtneming van de volgende criteria :

a) de sporter zou een duidelijk gezondheidsprobleem ondergaan indien de stof of de methode hem niet wordt toegediend;

b) het therapeutische gebruik van de verboden stof of methode levert geen enkele verbetering op van een andere prestatie dan deze die toe te schrijven is aan de terugkeer tot een normale gezondheidstoestand na de behandeling van een bewezen pathologische stand;

c) er bestaat geen toegelaten therapeutisch alternatief dat een verboden stof of een verboden methode kan vervangen;

d) de noodzakelijkheid om de verboden stof of de verboden methode te gebruiken, is niet het gevolg van het voorafgaande gebruik van een verboden stof of een verboden methode zonder AUT.

34. Ploegsport : Sport dat de vervanging van spelers tijdens de wedstrijd toelaat.

35. Doelgroep van de Franse Gemeenschap : groep van topsporters geïdentificeerd door de Franse Gemeenschap wegens hun sportlidmaatschap bij een sportorganisatie die uitsluitend behoort tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap of, wegens de plaats van hun hoofdverblijfplaats op het Franse taalgebied, ingeval van een lidmaatschap bij een sportfederatie die nationaal is gebleven, die onderworpen zijn aan controles tegelijkertijd binnen competitie en buiten competitie in het kader van het controleprogramma van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — Informatie en preventie inzake de strijd tegen doping

Art. 2. De Regering ontwikkelt een coherent plan voor de opvoedings-, voorlichtings- en preventiecampagnes met betrekking tot de strijd tegen doping door met name de bevolking bewust te maken en, in het bijzonder, de sporters, van de schadelijke gevolgen van het dopinggebruik voor de gezondheid. Ze bezorgt het Parlement dit plan.

De Regering stelt in dit kader een informatiebrochure op met betrekking tot de strijd tegen doping en de preventie ervan ten gunste van zowel de beroepssporters als amateursporters.

Art. 3. Elke sportorganisatie verspreidt onder de sporters, het begeleidingspersoneel en de ploegen die bij haar lid zijn de verplichtingen voortvloeiend uit dit decreet, de toepassingsbesluiten ervan en de Code om de naleving ervan aan te moedigen.

De Regering kan de opdrachten inzake de preventie toevertrouwen aan de sportorganisaties in het kader van de strijd tegen doping.

Art. 4. De Regering organiseert informatiezittingen en ontwikkelt een logistische steun binnen de administratie om de topsporters te helpen de verplichtingen bedoeld in het Hoofdstuk IV van dit decreet na te leven.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen voor de strijd tegen doping

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 5. Het dopinggebruik is verboden.

Elke sporter, elk lid van het begeleidingspersoneel van de sporter, elke sportorganisatie en elke organisator wordt onderworpen aan de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 6. Onverminderd artikel 8 dient onder doping te worden verstaan :

1° De aanwezigheid van een verboden stof, van zijn metabolieten of de markers ervan in het lichaam van een sporter ongeacht de hoeveelheid, met uitzondering van de stoffen waarvoor een kwantitatieve drempel in de Lijst van verboden nader bepaald wordt;

2° Het gewone gebruik of de poging om een verboden stof of een verboden methode te gebruiken;

3° De weigering om zich te onderwerpen aan een staalafname na een mededeling die overeenstemt met de geldende anti doping regels, of het feit om zich eraan te onttrekken zonder voorafgaande verantwoording of die te vermijden door om het even welk ander middel;

4° Het feit, voor een sporter van de categorie A, om drie keer in een periode van 18 maanden te rekenen vanaf de dag van de eerste overtreding de regels betreffende de vereisten te overtreden die van toepassing zijn op de beschikbaarheid van de sporters voor de controles buiten competitie, zoals bepaald in Hoofdstuk IV van dit decreet;

5° De vervalsing of de poging tot vervalsing van elk element gebonden aan doping;

6° Het bezit door de sporter, tijdens de wedstrijd, van verboden stoffen of methodes of, het bezit door de sporter, buiten competitie, van verboden stoffen of methodes buiten competitie;

7° Het bezit, door het begeleidingspersoneel van de sporter, tijdens de wedstrijd, van verboden stoffen en methodes of, het bezit door het begeleidingspersoneel, buiten competitie, van stoffen of methodes die buiten competitie verboden zijn;

8° De handel van elke verboden stof of methode;

9° De toediening of de poging tot toediening aan een sporter, binnen of buiten competitie, van een verboden stof of methode die respectievelijk binnen of buiten competitie is, of de bijstand, de aanmoediging, de samenwerking, de aanzetting, de bijdrage, de verberging of elke andere vorm van medeplichtigheid met een overtreding of een poging tot overtreding van de antidopingregels als gevolg.

De bedoeling, de fout, de nalatigheid of het bewuste gebruik vanwege de sporter hoeft niet bewezen te worden om de dopingfeiten bedoeld in het eerste lid, 1°, 2°, 6° en 7° aan te tonen.

Er is poging als de beslissing om een dopingfeit te plegen door externe handelingen die een begin van uitvoering van dit feit vormen, en die niet geschorst werden of hun effect hebben gemist door omstandigheden die onafhankelijk zijn van de wil van de dader.

Art. 7. De Regering stelt, binnen de drie maanden na hun aanneming door het WADA, de lijst van de verboden en de bijwerkingen ervan vast.

Het advies van de Franstalige Commissie voor gezondheids promotie bij de sportbeoefening, alsook dat van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, Sport en Openluchtlevens wordt niet vereist in het kader van dit aannemingproces.

Art. 8. § 1. De feiten bedoeld in artikel 6, eerste lid, zijn geen doping wanneer de verboden producten of methodes gebruikt worden om therapeutische doeleinden in de zin van de bijlage 2 van de UNESCO-conventie.

§ 2. Er wordt een Commissie van de Franse Gemeenschap ingesteld voor de gebruikstoelating om therapeutische doeleinden, CAUT afgekort.

CAUT is samengesteld uit onafhankelijke geneesheren, waaronder ten minste drie werkende leden en twee plaatsvervangende leden die benoemd worden door de Regering.

De Regering stelt de voorwaarden en de procedure voor de benoeming vast van de leden van CAUT, alsook hun bezoldiging en de middelen om na te kijken of de onafhankelijkheidsvoorwaarden bedoeld in § 2, tweede lid, nageleefd worden.

§ 3. Onverminderd de regels bepaald in artikel 2 van bijlage 2 van de UNESCO-conventie verleent CAUT gebruikstoelatingen om therapeutische doeleinden :

a) aan de sporters bedoeld in artikel 1, 10, b, c en d, ongeacht hun categorie;

b) aan de topsporters bedoeld in artikel 12 van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap.

CAUT is niet bevoegd voor topsporters die, met toepassing van bijlage 2 van de UNESCO-conventie, ertoe gehouden zijn hun aanvraag om gebruikstoelating om therapeutische doeleinden in te dienen bij de internationale of nationale sportorganisatie waarvan ze afhangen.

De sporter die een aanvraag om gebruikstoelating voor therapeutische doeleinden ingediend heeft bij een andere openbare overheid of een sportorganisatie, die erkend wordt als antidopingorganisatie door het WADA, mag geen aanvraag bij CAUT indienen, die gebaseerd is op dezelfde redenen.

De beslissingen van CAUT worden gemotiveerd en bekendgemaakt binnen de 15 werkdagen na de ontvangst van de aanvraag om toelating.

De Regering stelt, overeenkomstig bijlage 2 van de UNESCO-conventie, de werkingsregels van CAUT vast, alsook de procedure voor de behandeling van de aanvragen om gebruikstoelatingen voor therapeutische doeleinden.

§ 4. CAUT waarborgt, overeenkomstig artikel 10, de strikte naleving van de persoonlijke levenssfeer van sporters bij de behandeling van persoonlijke gezondheidsgegevens die haar worden toevertrouwd.

CAUT kan het advies vragen van medische of wetenschappelijke deskundigen die ze geschikt acht volgens de nadere regels bepaald door de Regering. Alle informatie die bezorgd wordt aan deze deskundigen blijven anoniem en worden strikt vertrouwelijk behandeld onder de verantwoordelijkheid van de leden van CAUT.

§ 5. De gebruikstoelatingen om therapeutische doeleinden die verleend worden door een openbare overheid of een sportorganisatie overeenkomstig bijlage 2 van de UNESCO-conventie worden erkend op het grondgebied van de Franse Gemeenschap.

§ 6. Het medisch getuigschrift van de geneesheer van een sporter die niet de hoedanigheid van sporter heeft zoals bedoeld in § 3, eerste lid, geldt als gebruikstoelating voor therapeutische doeleinden.

Art. 9. In het kader van de strijd tegen doping heeft de Regering als opdrachten :

1° met de andere antidopingorganisaties samen te werken;

2° de wederzijdse controles tussen de antidopingorganisaties aan te moedigen;

3° het antidopingonderzoek aan te moedigen;

4° de voorlichtings- en opvoedingsprogramma's voor dopingbestrijding te plannen, te ontwikkelen en te controleren na advies van de Franstalige Commissie voor gezondheids promotie bij de sportbeoefening zoals ingesteld bij artikel 16 § 1 van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de dopingpreventie in de Franse Gemeenschap;

5° het WADA over de uitgevoerde controles in te lichten;

6° het jaarverslag van haar activiteiten inzake dopingcontrole te publiceren, waarvan een exemplaar aan het WADA en het Parlement wordt bezorgd.

Art. 10. Alle in het kader van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten ingewonnen of meegedeelde informatie, hierna de informatie genoemd, is vertrouwelijk.

De behandeling van de informatie heeft als doel de strijd tegen doping om een sport aan te moedigen die de gezondheid, de rechtvaardigheid, de gelijkheid en de sportgeest eerbiedigt. Wat betreft de informatie betreffende de locatie van sporters, heeft de behandeling ervan meer bepaald de planning van de antidopingcontroles buiten competitie als doel.

De Franse Gemeenschap is verantwoordelijk voor de behandeling van de informatie.

De Regering bepaalt nauwkeurig de aard van de relevante, niet—overbodige en strikt noodzakelijke informatie ten opzichte van de finaliteit bedoeld in het tweede lid, die behandeld kan worden ter uitvoering van het decreet. Ze bepaalt ook de voorwaarden volgens dewelke de informatie behandeld wordt, de termijn waarin ze bewaard wordt en de personen die de informatie ontvangen.

De ontvangers van die informatie mogen de informatie behandelen en meedelen aan derden alleen maar als dat strikt nodig is ter uitvoering van de finaliteit bepaald in het tweede lid en overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De behandeling van persoonsgegevens betreffende de gezondheid van sporters gebeurt onder de verantwoordelijkheid van een gezondheidsprofessioneel.

De Regering kan die informatie verzamelen en behandelen voor de statistieken of de verbetering van het beleid inzake de strijd tegen doping, zodra ze anoniem is.

Afdeling II. — Toepassingsgebied

Art. 11. Het decreet is van toepassing :

1° op het grondgebied van het Franse taalgebied;

2° op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, de instellingen die een sportwedstrijd, een sportevenement of een sporttraining organiseren en die, wegens hun organisatie, beschouwd moeten worden als uitsluitend tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behorend.

Afdeling III. — Toezicht en controle op doping

Art. 12. § 1. De Regering ontwikkelt een verdelingsplan, dat periodiek wordt bijgewerkt, over de antidopingcontroles die binnen en buiten competitie uitgevoerd moeten worden en voert de procedures voor antidopingcontrole uit of laat die uitvoeren.

De Regering stelt de doctors in de geneeskunde of houders van master in de geneeskunde aan die belast worden met de geplande antidopingcontroles, in voorkomend geval, in aanwezigheid van één of meer officieren van gerechtelijke politie.

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie mogen de controleartsen :

1° stalen van de bevoorrading van de sporter en van zijn begeleidingspersoneel afnemen of laten afnemen met het oog op hun analyse in een erkend laboratorium;

2° lichamelijke stalen van de sporter afnemen of laten afnemen zoals bijvoorbeeld haar, bloed, urine of speeksel met het oog op hun analyse in een erkend laboratorium;

3° voertuigen, kleren, uitrusting en bagages van de sporter en van zijn begeleidingspersoneel controleren;

4° alle informatie verzamelen die volgens hen in verband staat met een overtreding van de artikelen 5 en 6 van dit decreet.

Voor elk type uitgevoerde afname worden twee stalen afgenomen die bepaald worden als monsters A en B.

De officieren van gerechtelijke politie en de controleartsen hebben toegang, in het kader van de uitvoering van antidopingcontroles, tot de vestiaires, trainingzalen, sportlokalen en sportterreinen of plaatsen waar trainingen, wedstrijden of evenementen georganiseerd worden.

§ 2. De Regering bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de wijze en de voorwaarden voor het afnemen van stalen, de procedures voor de bewaring, het vervoer en de analyse van stalen, de voorwaarden voor de aanwijzing, de onafhankelijkheid en de bezoldiging van de controleartsen en elke andere persoon die de controleartsen kan bijstaan.

§ 3. De controleartsen maken het proces-verbaal op van de dopingcontrole die het aan de administratie binnen de drie dagen van controle bezorgen.

Het proces-verbaal omvat onder andere :

1° de naam van de sporter of het begeleidingspersoneel van de betrokken sporter;

2° indien de sporter minderjarig is, de naam van de wettelijke vertegenwoordiger die hem begeleidt of de naam van de persoon die het gezag over hem voert;

3° zijn nationaliteit;

4° zijn sport en, indien nodig, zijn discipline;

5° het wedstrijdsniveau van de sporter;

6° de sportorganisatie waaronder de sporter ressorteert;

7° het feit dat de controle binnen of buiten competitie uitgevoerd werd;

8° de datum waarop de controle en, indien nodig, de afname, uitgevoerd werd;

9° de plaats waar de controle en, indien nodig, de afname, uitgevoerd werd;

10° de beschrijving van de eventueel in beslag genomen voorwerpen;

11° een beschrijving van de te volgen procedure.

Het proces-verbaal gaat gepaard met een Nederlandse en een Engelse vertaling. Ingeval van betwisting geldt het proces-verbaal dat in de Franse taal wordt opgemaakt.

Een afschrift ervan wordt binnen de tien dagen na de controle aan de betrokken sporter bezorgd. Een afschrift ervan wordt ook binnen dezelfde termijn aan de sportorganisatie bezorgd waarbij de sporter aangesloten is.

§ 4. Indien de gecontroleerde sporter minderjarig is, wordt hij begeleid door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of door elke andere persoon die ertoe gemachtigd wordt door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers.

§ 5. Het einde van de sportcarrière van de sporter of van het lid van het begeleidingspersoneel van de sporter heeft geen gevolgen op de voortzetting van de procedure voor de dopingcontrole.

§ 6. Onverminderd de bevoegdheid erkend aan andere ambtenaren door of overeenkomstig de wets- of decreetbepalingen, wordt de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie verleend aan de ambtenaren en personeelsleden van de diensten van de Regering die door haar worden aangesteld om de opdrachten bedoeld in dit decreet uit te voeren.

Art. 13. § 1. Onverminderd § 2 worden de stalen die afgenomen worden overeenkomstig artikel 12 van dit decreet door een erkend laboratorium, geanalyseerd en dit, uitsluitend om na te kijken of er een stof of elementen zijn die het gebruik van de verboden methodes bedoeld in artikel 7 van dit decreet bewijst/bewijzen.

Het erkende laboratorium analyseert daartoe het staal overeenkomstig de criteria bepaald in de internationale standaard van de laboratoria aangenomen door het WADA.

§ 2. Op uitdrukkelijke aanvraag van de Regering of van het WADA, kan het erkende laboratorium ook in stalen van lichamelijke stoffen die volledig anoniem zijn geworden, de aanwezigheid van stoffen of elementen opzoeken die het gebruik van andere methodes bewijzen dan deze opgenomen in de lijst van de verboden bedoeld in artikel 7 van dit decreet met het oog op :

1° de samenwerking aan het controleprogramma ontwikkeld door het WADA;

2° de deelname aan een programma voor de strijd tegen doping ontwikkeld door de administratie;

3° de bijstand verlening aan een erkende antidopingorganisatie bij het opmaken van het profiel van de relevante biologische parameters van de sporters, om doping te bestrijden.

§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden en de nadere regels volgens dewelke een laboratorium erkend kan worden of waarvan de erkenning wordt ingetrokken. Om erkend te worden moet het laboratorium inzonderheid door het WADA een toelating krijgen.

Art. 14. Zodra het staal geanalyseerd wordt, wordt het resultaat bezorgd aan de Regering samen met een verslag van de analyse, ingevuld door het laboratorium, waarbij het ontwikkelde proces voor de analyse beschreven wordt.

De Regering bepaalt het model van verslag van analyse van de stalen opgemaakt door het laboratorium en bepaalt de procedure voor de verzending van de resultaten.

Art. 15. De Regering deelt het resultaat en het dossier van de analyse mee aan de sporter en aan de organisatie waarvan hij afhankelijk is met het oog op de toepassing van artikel 19.

De Regering bepaalt de inhoud en de nadere regels voor deze mededeling.

Art. 16. Ingeval van een abnormaal resultaat van de analyse bepaalt de mededeling bedoeld in artikel 15 ook het recht van de sporter om een analyse van het staal B te vragen door een erkend laboratorium waaraan de sporter of zijn vertegenwoordiger kan bijstaan, in voorkomend geval met een deskundige.

De Regering bepaalt de procedure en de nadere regels volgens dewelke deze contra-expertise gebeurt. De kosten van deze contra-expertise vallen ten laste van de sporter als het resultaat van de analyse van het staal A bevestigd wordt.

HOOFDSTUK IV. — Locatie van sporters

Afdeling I. — Inlichtingen te geven door de organisatoren

Art. 17. Elke organisator deelt aan de Regering, ten minste vijftien dagen op voorhand en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, de sportevenementen of –wedstrijden mee die hij geprogrammeerd heeft en waaraan de topsporters deelnemen met het oog op de planning van de dopingcontroles.

Afdeling II. — Gegevens inzake locatie te verschaffen door sporters

Art. 18. § 1. In de vorm en nadere regels bepaald door de Regering bezorgen de topsporters van de categorieën A, B en C die deel uitmaken van de doelgroep van de Franse Gemeenschap, bij wijze van publicatie in de databank ADAMS, de nauwkeurige en bijgewerkte gegevens over hun locatie.

§ 2. De gegevens die door de topsporters van categorie A verschaft moeten worden, zijn :

- a) hun naam en voornamen;
- b) hun geslacht;
- c) het adres van hun woonplaats en, indien het verschillend is, van hun gewone verblijfplaats;
- d) hun telefoonnummer, faxnummer en het elektronische adres;
- e) in voorkomend geval, het nummer van hun paspoort van de sporter van het WADA;
- f) hun sportdiscipline, -klasse en -ploeg;
- g) hun sportfederatie en hun lidnummer;
- h) het volledige adres van de plaatsen van hun verblijf, sporttrainingen, sportwedstrijden en sportevenementen tijdens de toekomstige kwartaal;
- i) een dagelijkse periode van 60 minuten waarin de sporter beschikbaar is in een aangegeven plaats voor een onverwachte controle.

§ 3. De gegevens die door de sporters van de categorie B of C verschaft moeten worden, zijn :

- a) hun naam en voornamen;
- b) hun geslacht;
- c) hun telefoonnummers, faxnummers en hun elektronische adres;
- d) in voorkomend geval, het nummer van de paspoort van de sporter van het WADA;
- e) hun sportdiscipline, sportklasse en sportploeg;
- f) hun sportfederatie en hun lidnummer;
- g) hun uurrooster en plaatsen van sportwedstrijden en sporttrainingen tijdens het toekomstige kwartaal;
- h) het volledige adres van hun gewone verblijfplaats voor de dagen waar ze niet deelnemen aan wedstrijden, noch aan sporttrainingen tijdens het toekomstige kwartaal.

De sporters van categorie C kunnen opdracht geven aan een verantwoordelijke van hun ploeg om deze gegevens in hun naam te geven.

§ 4. De topsporters van categorie B die hun plichten inzake locatie niet naleven of die afwezig zijn op een controle, kunnen, na schriftelijke mededeling en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, ertoe gehouden worden de plichten inzake locatie na te leven van de topsporters van categorie A tijdens 6 maanden. Ingeval van een nieuw verzuim tijdens deze termijn, wordt de termijn met 18 maanden verlengd.

De topsporters van categorie C die hun plichten inzake locatie niet naleven of die op een controle afwezig zijn, kunnen, na schriftelijke mededeling en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, ertoe gehouden worden de plichten inzake locatie na te leven van de sporters van de categorie A of B tijdens 6 maanden. Ingeval van een nieuw verzuim tijdens deze termijn, wordt de termijn met 18 maanden verlengd.

De topsporters van de categorie B, C of D voor wie een tuchtschorsing wordt uitgesproken voor doping of waarvan de prestaties een plotselinge en belangrijke verbetering vertonen, of die ernstige tekens van doping vertonen, zijn, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, ertoe gehouden de plichten inzake locatie na te leven van topsporters van categorie A.

§ 5. Behalve bij overmacht is elke topsporter beschikbaar voor één of meer dopingcontroles op de aangegeven locatieplaats.

§ 6. De Regering bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levensfeer, de rechten en plichten van de topsporters inzake de communicatie over hun gegevens inzake locatie alsook over de vormen van bekendmaking van deze gegevens.

§ 7. De plichten bedoeld in dit artikel hebben uitwerking met ingang van het ogenblik dat de topsporter ervan verwittigd werd door mededeling en tot ontvangst van de mededeling van het einde van hun uitwerking, volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Indien de topsporter de naleving van de plichten bedoeld in dit artikel betwist, kan hij een opschortend beroep vormen bij de Regering binnen de vijftien dagen na de mededeling bedoeld in het vorige lid. De Regering bepaalt de nadere regels voor de procedure in beroep.

§ 8. De plichten bedoeld in dit artikel blijven van kracht tijdens de hele duur van de schorsing van de topsporter en de naleving ervan is een voorwaarde voor de topsporter om deel te nemen aan nieuwe sportwedstrijden of -evenementen na zijn schorsing.

§ 9. De volgende informatie wordt ter kennis gebracht van de ambtenaren belast met het toezicht op het doppinggebruik binnen de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en dit langs beveiligde communicatiekanalen en volgens de nadere regels bepaald door de Regering :

a) elke beslissing betreffende de insluiting of de uitsluiting van een sporter van de doelgroep van de Franse Gemeenschap voordat deze informatie aan de sporter meegedeeld zou worden;

b) elke verzuim van een topsporter van de doelgroep van de Franse Gemeenschap bij een dopingcontrole of elke niet-naleving van de plichten inzake locatie die hem worden opgelegd.

HOOFDSTUK V. — *Vervolgingen en sancties*

Art. 19. De sportorganisaties zijn bevoegd om tuchtprocedures betreffende de overtredingen van antidopingregels te organiseren, alsook om tuchtsancties op te leggen overeenkomstig dit decreet, de uitvoeringsbesluiten ervan en alle bepalingen van de Code betreffende de tuchtprocedure alsook de antidopingreglementen van de overeenstemmende internationale sportfederaties.

Het reglement van de tuchtprocedure, opgemaakt overeenkomstig artikel 15, 20°, b) van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, zorgt voor de naleving van de verdedigingsrechten en de principes van de onpartijdigheid en de onafhankelijkheid van de tuchtrechters. Dit reglement bepaalt dat elke tuchtsanctie vatbaar is voor beroep en dat alle beroepen opschortend zijn. Het leeft de principes na die uitgevaardigd worden door artikel 7.2.d van de Overeenkomst ter bestrijding van doping ondertekend te Straatsburg op 16 november 1989.

Met inachtneming van de bepalingen vastgesteld door de Regering delen de sportorganisaties langs beveiligde communicatiekanalen de aangenomen beslissingen en de identiteit van de gestrafte personen mee aan de ambtenaren van de openbare overheden belast met het toezicht op het doppinggebruik en aan de verantwoordelijken van de andere sportorganisaties die belast worden met de uitvoering van de straffen.

De sportorganisaties kunnen gezamenlijk de tuchtprocedures bedoeld in de vorige leden organiseren.

Art. 20. De Regering voert doelgerichte controles uit over het geheel van de betrokken leden van de ploeg wanneer meer dan één van zijn leden schuldig werd erkend van een overtreding van de antidopingregels.

Art. 21. § 1. De Regering bestraft met een administratieve geldboete van 250 € de topsporter van categorie A die zich schuldig maakt van een tweede overtreding van de regels betreffende de vereisten van toepassing op de beschikbaarheid van de sporters voor de controles buiten competitie, minder dan 18 maanden te rekenen vanaf de dag van de eerste overtreding.

Wanneer een sporter trouwens schuldig bevonden is aan doping ten gevolge van een tuchtbeslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, schorst de Regering de financiële of materiële overheidssteun die hem wordt toegekend, te rekenen vanaf de mededeling van deze beslissing.

§ 2. De Regering bepaalt de administratieve geldboetes die enerzijds opgelegd worden aan de sportorganisaties en anderzijds aan de organisatoren die de plichten die hun opgelegd worden door dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, niet naleven. Deze administratieve geldboetes mogen tienduizend euro niet overschrijden.

Deze geldboetes worden verdubbeld ingeval van herhaling binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de eerste veroordeling.

§ 3. De Regering bepaalt ook de administratieve geldboetes die elke organisator moet betalen als hij met kennis van zaken de inschrijving aanvaardt van een sporter die geschorst wordt wegens doping voor een evenement of een wedstrijd die hij organiseert.

§ 4. De Regering bepaalt de procedure en de nadere regels voor de mededeling van de administratieve beslissingen bedoeld in de §§ 1 tot 3. Elke administratieve geldboete opgelegd krachtens dit decreet wordt geïnd ten gunste van de Franse Gemeenschap door de administratie.

Art. 22. Onverminderd de toepassing van de tuchtsancties uitgesproken door de sportorganisaties en de andere straffen gesteld door het Strafwetboek of de bijzondere wetgevingen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met een geldboete van vijf tot vijftig euro of met één van die straffen alleen, degene die de bepalingen van artikel 6, 7° tot 9° overtreedt.

Ingeval van herhaling binnen de twee jaren volgend op het veroordelend vonnis in hoofde van de bovenvermelde overtreding, die in kracht van gewijsde is gegaan, kunnen de straffen verdubbeld worden.

Art. 23. De verboden stoffen en de voorwerpen die gebruikt worden om de verboden methodes toe te passen, worden, wanneer een overtreding gepleegd wordt, in beslag genomen, verbeurdverklaard en buiten werking gesteld.

Art. 24. Elke tuchtbeslissing die in kracht van gewijsde is gegaan en genomen overeenkomstig de Code door één van zijn ondertekenaars, wordt automatisch erkend door de Franse Gemeenschap zonder andere formaliteit. Ze is bindend voor de sporters, de sportorganisaties en andere personen en instellingen die onderworpen zijn aan dit decreet.

De Regering kan deze erkenning uitbreiden tot sommige beslissingen genomen door de instanties die de Code niet hebben ondertekend voor zover deze beslissingen genomen werden met inachtneming van de bepalingen van de Code.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse wijzigings, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 25. § 1. Het opschrift van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 mei 2007, wordt vervangen als volgt : « Decreet betreffende de promotie van de gezondheid bij sportbeoefening in de Franse Gemeenschap ».

In hetzelfde decreet worden hoofdstuk III en hoofdstuk IV, met uitzondering van de artikelen 11bis, 13bis en 15, opgeheven.

§ 2. Opgeheven worden, de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van :

1° 10 oktober 2002 betreffende de controleprocedure voor de dopingpraktijk en tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap;

2° 18 oktober 2002 tot vaststelling van de modellen van de formulieren bedoeld in de artikelen 6, § 2, en 7, §§ 3 en 4, en tot beschrijving van het materieel voor de monsternemingen bedoeld in artikel 12 van het besluit van 10 oktober 2002 betreffende de controleprocedure voor de dopingpraktijk en tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap;

Art. 26. Het begrotingsfonds nr. 27, « Sportfonds-Activiteiten » genoemd in de bijlage van het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2008,

wordt gewijzigd als volgt :

— in de kolom « Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming », wordt het volgende streepje toegevoegd :

« - De opbrengst van de administratieve geldboetes opgelegd door de administratie voor de overtreding van de bepalingen van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping »;

— in de kolom « Voorwerp van de toegelaten uitgaven », wordt het volgende streepje toegevoegd :

« - De kosten van preventie- en informatiecampaagnes inzake de strijd tegen doping ».

Art. 27. Het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld als volgt :

1° In artikel 3 wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De kringen verspreiden daartoe aan elk lid de door de Regering ontwikkelde informatiebrochure over de strijd tegen doping en de preventie ervan bedoeld in artikel 2 van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping ».

2° Artikel 13, § 3, wordt aangevuld als volgt :

« De gegevens inzake locatie die ingezameld worden ter uitvoering van artikel 18 van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, kunnen behandeld worden voor de planning van de sporttrainingen en –wedstrijden van hoog niveau en van de controle voortvloeiend uit de erkenning van hun hoedanigheid als topsporters ».

3° Artikel 15, 19°, wordt aangevuld met een g), luidend als volgt :

« De verplichting om een lid van het begeleidingspersoneel, wanneer een minderjarige sporter lid wordt van een sportclub, ertoe te machtigen om deze sporter bij te staan bij de dopingcontroles, in afwezigheid van zijn wettelijke vertegenwoordiger op de controleplaatsen. »

4° In artikel 30, § 6, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Onverminderd het vorige lid komen slechts in aanmerking voor de toekenning van subsidies de sportorganisaties, de sportfederaties van vrijetijdbesteding en sportverenigingen die beantwoorden aan de doelstellingen en principes opgenomen in de Wereld Anti doping Code aangenomen door het WADA op 5 maart 2003 te Kopenhagen, zoals opgenomen in bijlage 1 van de Internationale Conventie tegen het dopinggebruik in de sport, opgemaakt te Parijs op 19 oktober 2005 en de bijwerkingen ervan. ».

5° In artikel 40, § 1, tweede lid, wordt een punt 5° toegevoegd, luidend als volgt :

« 5° de geldende regelgeving betreffende de strijd tegen doping ».

Art. 28. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering vast te stellen datum, uiterlijk op 1 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 oktober 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 247-1. Commissieamendementen, nr. 247-2.- Verslag, nr. 247-3.

Zitting 2011-2012.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 18 oktober 2011.

Bijlage bij het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping

Sportdisciplines – categorieën

Categorie A

Atletiek – lange afstanden (3000 m en meer)

Triatlon

Duatlon

Veldrijden

Baanwielrennen

Wielrennen – BMX

Wielrennen – mountainbike

Wielrennen op de weg

Biatlon

Skiën – Langlaufen

Skiën – Noordse combinatie

Categorie B

Atletiek – alles, behalve lange afstanden (3000 m en meer)

Badminton

Boksen

Gewichtheffen

Artistiek gymnastiek

Judo

Kanovaren – slalom

Kanovaren – sprint

Moderne vijfkamp

Roeien

Schermen

Taekwondo

Tafeltennis

Tennis

Beachvolley

Watersport – zwemmen

Worstelen

Zeilen

Bobsleeën

Skeleton

Rodelen

Schaatsen – kunstrijden

Schaatsen – shorttrack

Schaatsen – snelschaatsen

Skiën – alpineskiën

Skiën – freestyle

Skiën – snowboarden

Categorie C

Basketbal

Handbal

Hockey

Voetbal

Volleybal

Waterpolo

Ijshockey

Categorie D

Boogschieten

Gymnastiek – ritmisch

Gymnastiek – trampoline

Paardensport – dressuur
 Paardensport – eventing
 Paardensport – springen
 Schietsport
 Watersport – schoonspringen
 Watersport – synchroonzwemmen
 Curling
 Skiën – schansspringen

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3341

[2011/206274]

8 DECEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le programme communal de développement rural de la commune de Bastogne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, § 3;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Bastogne du 24 juin 2011 adoptant le projet de programme communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 27 octobre 2011;

Considérant que la commune de Bastogne ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme communal de développement rural de la commune de Bastogne est approuvé pour une période de dix ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre de la Ruralité.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

Art. 5. La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 6. Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 8 décembre 2011.

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
 B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 3341

[2011/206274]

8. DEZEMBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung der Gemeinde Bastogne

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Art. 1, § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Beschlusses des Gemeinderates von Bastogne vom 24. Juni 2011 zur Genehmigung des Entwurfs eines gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 27. Oktober 2011;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Bastogne nicht in der Lage ist, die Kosten der notwendigen Anschaffungen und Arbeiten alleine zu tragen;